

GRANDE RÉGION: ENTRE RÉALITÉ ET RÊVE

Pour exister et offrir de vraies perspectives de coopération, l'espace économique transfrontière doit se doter d'un nom, d'une gouvernance, et lancer des grands projets, même utopiques.

JOURNÉES DE
L'ÉCONOMIE 2010

Nicolas Raulot (texte), Etienne Delorme (photo)

Plus de 11 millions d'habitants (presque autant que toute la Belgique), 300 milliards d'euros de produit intérieur brut (soit 3,4% du PIB européen et l'équivalent de la richesse produite en Suède), 65.000 kilomètres carrés, 15 universités, 225.000 étudiants, 25.000 chercheurs (l'équivalent de Boston)... Sur le papier, la Grande Région offre un espace économique idéal au cœur de l'Europe pour donner un second souffle à une économie luxembourgeoise en perte de vitesse.

Et pourtant, l'édition 2010 des Journées de l'Economie, organisées les 10 et 11 février à la **Chambre de Commerce** sur le thème: «*Le Luxembourg dans la Grande Région: un potentiel de croissance économique durable*», a montré qu'il fallait composer avec une réalité encore hostile, à l'intérieur d'une zone fragmentée, à cheval sur quatre pays: Luxembourg, France (Lorraine), Allemagne (Sarre et Rhénanie-Palatinat), Belgique (Wallonie, Communautés française et germanophone) et qui existe pour l'instant surtout dans les discours.

«*La Grande Région a un gros défaut: elle manque d'identité. Nous devons lui trouver un nom afin d'accroître sa visibilité*», a indiqué d'emblée **Françoise Hetto-Gaasch**, ministre des Classes moyennes et du Tourisme. «*Un nom serait utile, en effet*», a continué le Belge **Bernard Bihain**, CEO de **Genclis**, une société de biotechnologie établie à Nancy. «*La Suisse et la France ont par exemple choisi les Portes du Soleil pour désigner leur domaine skiable commun. Et ça marche! Il nous faut aussi une modalité de fonctionnement et un environnement à peu près bien ficelé sur le plan juridique*».

BARRIÈRES RÉGLEMENTAIRES, VOIRE PROTECTIONNISTES

Et il y a encore beaucoup de travail en matière de droit, comme l'a souligné **Fernand Rippinger**, CEO de **CFL Cargo**. «*Le réseau ferroviaire européen n'existe pas. Il faut faire homologuer les wagons et les permis de conduire des conducteurs dans chacun des pays. Ces barrières réglementaires, voire protectionnistes ont des raisons historiques, chacun ayant cherché à construire des systèmes isolés*», a-t-il estimé avant de rappeler que le tout premier obstacle était d'ordre linguistique: «*Quand on parle quatre langues, on ne fait pas conducteur de train, mais plutôt professeur à l'université*». Les



«*Si nous voulons réussir, il faut être mégalo, sinon mieux vaut rester au lit*»

François Pélissier (Ecologia)

organiseurs des Journées de l'Economie se sont d'ailleurs longtemps demandé quelle langue était la plus appropriée pour ce type de colloque, avant d'opter pour le français. La question reste ouverte pour les éditions suivantes, même si **Hubert Jacobs van Merlen**, président et CEO d'**IEE**, société technologique spécialisée dans l'industrie automobile, a exprimé sa préférence pour l'anglais. **Ferdinand Kayser**, CEO de **SES Astra**, a indiqué pour sa part que le géant mondial de satellites ne générerait aucun euro de chiffre d'affaires en Grande Région, mais que l'espace constituait un important réservoir de main-d'œuvre et de compétences.

Fernand Rippinger a aussi mis en avant les opportunités de développement: «*L'industrie est très forte dans la région. Elle a besoin d'une plateforme et de solutions logistiques, à compléter avec des compétences intellectuelles pour délivrer des prestations à haute valeur ajoutée*». **François Pélissier**, président d'**Ecologia** (Lorraine) ne l'a pas démenti sur la question des écotechnologies: «*Il faut industrialiser les processus et mettre les compétences en synergie. Nous avons besoin d'une*

démarche collective, d'une nouvelle façon de travailler ensemble. Nous avons les écoles, les compétences, les matériaux (acier, bois...) tous les atouts pour réussir en Grande Région et devenir un modèle en Europe.» **Pierre Gramegna**, le président de la Chambre de Commerce, a estimé que la Grande Région pouvait devenir «*un espace de la connaissance*», qui mise sur les activités de pointe, comme les technologies de la santé, les écotechnologies, les télécommunications...

Les intervenants ont évoqué la nécessité d'une gouvernance, même si une présidence tournante est déjà assurée par périodes de 18 mois. Ils ont appelé à la mise en œuvre d'une politique commune de *clusters* (pôles de compétences) et au lancement de grands chantiers public-privé, comme celui d'Esch-Belval (autour des centres de recherche et des universités), pour fédérer les énergies de la Grande Région, y compris si ces projets phares contiennent une bonne part de rêve ou d'utopie. «*Si nous voulons réussir, il faut être mégalo, sinon mieux vaut rester au lit*», a déclaré François Pélissier. ●